



[Imprimer cet article](#) | [Fermer cette fenêtre](#)

La liquidité, talon d'Achille des banques françaises

lundi 12 septembre 2011 19h57

par Matthieu Protard

PARIS (Reuters) - Les banques françaises vivent depuis le début de l'été un véritable cauchemar en Bourse, où les investisseurs leur reprochent d'être encore trop dépendantes des financements à court terme.

Car au-delà des risques de pertes liées à leur exposition aux dettes souveraines des pays fragilisés de la zone euro, et particulièrement la Grèce et l'Italie, le marché redoute que les grandes banques européennes, et les banques françaises en tête, soient confrontés à des problèmes de refinancement si le marché du financement bancaire se paralyse complètement.

Le refinancement à court terme a l'avantage d'être moins onéreux mais les banques s'exposent alors à des risques de liquidités en période de crise, le marché du refinancement à court terme étant depuis 2008 l'un des tout premiers à se fermer.

"Les cours de Bourse ne reflètent pas la rationalité des pertes latentes sur la dette souveraine européenne mais reflètent davantage les craintes sur la liquidité des banques françaises", explique Christophe Nijdam, analyste financier chez Alphavalue.

Dans leur dernière note de recherche sur les banques françaises, les analystes de Barclays Capital montrent d'ailleurs que les établissements de l'Hexagone sont nettement plus dépendants des financements à court terme que d'autres banques européennes.

D'après leur calcul, les financements à court terme, c'est-à-dire inférieurs à trois mois, de Société générale et de BNP Paribas représentent de l'ordre de 60% de leurs financements contre seulement 10% pour le financement à long terme, au-delà de cinq ans. Ils représentent 50% au Crédit agricole.

Ces financements à court terme sont, pour Barclays Capital, plus proches de 40% pour l'allemande Deutsche Bank ou la britannique HSBC, et à 30% pour l'italienne Intesa Sanpaolo.

PROBLÈME STRUCTUREL DE LIQUIDITÉ

Alors que les banques françaises multiplient les déclarations pour tenter de rassurer sur leur liquidité, leurs titres continuent de s'effondrer en Bourse.

Les mises en garde du Fonds monétaire international ne contribuent pas à apaiser les esprits. Le FMI a épinglé dès fin juillet les banques françaises sur leur niveau de liquidité.

Il les a incitées à réduire la part de leurs financements à court terme pour être moins dépendantes des ressources financières en provenance des fonds monétaires américains, traditionnellement de grands pourvoyeurs de liquidités pour les banques européennes.

Le Fonds a ainsi invité les banques françaises à allonger la maturité de leur financement.

A l'image du Crédit agricole fin août, les autres banques françaises ont commencé à diversifier leurs sources de financement pour compenser le tarissement des prêts provenant des fonds monétaires américains depuis la dégradation de la note des Etats-Unis par Standard & Poor's.

BNP Paribas et Société générale ont aussi expliqué avoir compensé le gel du marché monétaire américain en recourant à des swaps euro/dollar.

La Banque centrale européenne, de son côté, peut encore intervenir pour aider les banques à se refinancer.

En 2008, pour compenser la paralysie du marché interbancaire après la faillite de Lehman Brothers, l'Etat s'était lui-même substitué au marché pour apporter la liquidité en créant la Société de financement de l'économie française (Sfef).

"Si les tensions perdurent, la BCE interviendra même si ce ne sera pas très glorieux pour certaines banques françaises d'aller au guichet de la BCE", souligne Christophe Nijdam, chez Alphavalue.

"Mais les banques européennes, et en particulier certaines banques françaises à activités de marché hypertrophiées, doivent impérativement résoudre leur problème structurel de liquidité une fois pour toute."

Dans le cadre de la nouvelle réglementation bancaire, le Comité de Bâle qui supervise le secteur bancaire réfléchit à imposer aux banques de nouveaux ratios de liquidité pour s'assurer qu'elles ont suffisamment de ressources pour pallier une crise majeure de liquidité.

Edité par Dominique Rodriguez

© Thomson Reuters 2011. All rights reserved. Users may download and print extracts of content from this website for their own personal and non-commercial use only. Republication or redistribution of Thomson Reuters content, including by framing or similar means, is expressly prohibited without the prior written consent of Thomson Reuters. Thomson Reuters and its logo are registered trademarks or trademarks of the Thomson Reuters group of companies around the world. Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.

Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.